

Les rendez-vous du SIP Intervention de Paul Ariès 8 octobre 2010

Tant que nous aurons la tête formatée par l'économisme, c'est-à-dire par cette idée que plus serait forcément égal à mieux, on ira chercher les solutions dans le toujours plus. Toujours plus de production, toujours plus de consommation.

Les objecteurs de croissance ne sont pas des professeurs foldingues qui se complairaient dans l'annonce imminente de la fin du monde.

Nous disons pourtant qu'il faut en finir avec le culte de la croissance et ce, quelle que soit notre couleur politique.

Et pour cesser de croire dans les miracles de la croissance, il suffit de cesser de refouler ce que nous savons tous déjà et qui tient en 2 chiffres: 20 % des humains, dont nous sommes, s'approprient aujourd'hui 86 % des richesses planétaires. Imaginez que vous invitez à votre table 4 personnes, vous faites un gâteau, vous faites 5 parts, vous mangez 4 parts et vous laissez la dernière aux 4 autres.

Voilà aujourd'hui la situation planétaire. Ce n'est pas très joli par rapport à nos grandes valeurs comme l'égalité ou la fraternité.

Cela ne serait pas si grave si on pouvait avoir l'espoir de rattraper. Si on pouvait avoir l'espoir que le PIB pouvait grandir indéfiniment et démesurément.

Et c'est là qu'on tombe sur le 2^{ème} constat: si 6 milliards d'humains vivaient comme nous, une seule planète ne suffirait pas. Il en faudrait plus que 3 si on adoptait les standards de vie d'un Belge et presque sept si c'était ceux des Américains.

Autrement dit la croissance économique n'est pas la solution, ni pour les pays opulents, ni pour les pays pauvres qui devront inventer d'autres façons de satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité.

Je ne suis pas partisan de la décroissance parce qu'il y a le feu à la planète, je suis objecteur de croissance car je souhaite une vie bonne.

Quand on parle de société de consommation, de société productiviste, de société capitaliste, c'est un abus de langage. Ce monde économique, ce monde productiviste ne parvient plus à faire société, ce monde ne parvient plus à réunir les conditions minimales du vivre ensemble.

Ce qui caractérise ce monde du toujours plus, c'est la déliaison sociale, la désymbolisation, la déritualisation, le développement des violences, des incivilités.

Notre société de consommation n'est pas une société dans laquelle on consomme plus que dans les autres, c'est une société qui repose sur la perte des cultures traditionnelles et des cultures populaires.

La société de consommation, c'est le fait d'avoir inventé d'autres types de rapports aux objets. La société de consommation, c'est le fait de faire primer l'accumulation, l'apparence, le paraître sur l'usage des choses.

Elle n'aurait pas pu exister sans la standardisation des styles de vie et sans la dictature publicitaire.

Standardisation des styles de vie, c'est-à-dire destruction des façons "autres" d'être au monde.

On a perdu effectivement en authenticité, en fierté, en diversité.

Standardisation des styles de vie mais aussi dictature publicitaire. Cette société de consommation n'existerait pas sans l'agression publicitaire. La publicité entretient toujours une double illusion: il y a d'abord l'illusion ancienne que le bonheur serait dans la consommation, comme si posséder 10 paires de baskets permettait de courir 10 fois plus vite. Et il y a une illusion beaucoup plus récente, beaucoup plus perverse. C'est l'illusion qu'il serait possible de compenser la perte des repères de sens, la perte des valeurs, la perte des identités, par la consommation de produits de marques et notamment de marques vestimentaires.

Regardez comment les grandes marques vestimentaires se sont mises à fonctionner comme des béquilles pour des individus en souffrance.

Les objecteurs de croissance, vous l'avez déjà compris, ne sont pas partisans de la décroissance faute de mieux. Même s'il était possible de produire et de consommer toujours plus, surtout si c'était possible, cela serait pour nous une raison suffisante de le refuser pour pouvoir rester simplement des humains.

Notre société a totalement sombré dans ce que les Grecs anciens appelaient l'ubris, la démesure. Nous avons perdu la capacité à nous donner des limites. Et lorsqu'un individu n'est pas capable de se donner des limites, il va les chercher dans le réel. C'est le développement des conduites à risque, c'est le développement de la toxicomanie, du suicide chez les plus faibles.

Quand une société comme la nôtre n'est pas capable non plus de se donner des limites, elle va aussi les chercher dans le réel. C'est l'épuisement des ressources, c'est le réchauffement planétaire, c'est l'explosion obscène des inégalités sociales.

La grande question pour le 21^{ème} siècle, c'est cette capacité à renouer avec le sens des limites. Et pour cela, il faut en finir avec la domination de l'économisme et il faut faire primer la culture et le politique.

Parce que la culture qu'elle quelle soit, c'est toujours ce qui nous immunise contre les fantasmes les plus archaïques. Et puis la politique, c'est d'abord la définition de la loi. La loi c'est la première limite que je rencontre tous les matins dans la rue. Ce n'est peut-être pas très agréable mais c'est indispensable.

Ce qui pose bien sûr la question du contenu de cette loi. Est-ce que c'est une loi faite dans l'intérêt du plus grand nombre et notamment des plus faibles ou est-ce une loi qui est faite pour un nombre limité?

Les vraies limites au toujours plus ne sont pas d'abord techniques, ni naturelles. Elles sont d'abord humaines. Jusqu'où aller dans ce cauchemar climatisé en préservant tout simplement le désir de vivre?

La décroissance n'est pas un discours écolo plus dur que les autres. C'est la tentative de penser ce qu'il peut y avoir de commun entre une série de grandes crises: la crise environnementale, la crise sociale et la crise du politique.

- **La crise environnementale**

Ce qui nous menace, c'est un véritable effondrement environnemental. C'est la capacité même de poursuivre l'aventure humaine dans de bonnes conditions qui est de plus en plus posée. L'Humanité se trouve aujourd'hui coincée entre deux enjeux: la disparition des ressources et le

réchauffement planétaire. Et le pire c'est que toute solution, qu'on pourrait tenter d'apporter aujourd'hui pour compenser la disparition programmée des ressources naturelles, ne peut que contribuer à des changements climatiques majeurs. Tous les indicateurs sont en train de virer au rouge.

Prenons les travaux de la dernière convention internationale sur la biodiversité: on nous rappelle que la Terre est entrée dans la sixième grande phase d'extinction des espèces. La cinquième grande phase de disparition des espèces, c'était il y a 65 millions d'années, c'était la disparition des dinosaures et de presque 50 % des espèces alors existantes.

Ce qui est grave, ce n'est pas qu'il y ait des espèces qui disparaissent, c'est le rythme et la nature de cette disparition avec le problème de chaînon manquant. Un mammifère sur 4 est menacé, un amphibien sur trois, un oiseau sur huit et un poisson sur trois.

Et le Fonds agricole mondial nous dit que si on poursuit les tendances actuelles, d'ici 50 ans nous aurons perdu 70 % des espèces animales et végétales utilisables pour l'alimentation humaine.

Le vrai problème c'est l'alimentation et pas le pétrole. L'alimentation a toujours été pensée pour produire des calories. Or, pour la première fois dans l'histoire, la chaîne agricole consomme plus de calories qu'elle n'en apporte.

La chaîne agricole américaine consomme 20 fois plus de calories qu'elle n'en apporte. L'alimentation a été classée problème n°1 aux USA depuis qu'il a été établi que les aliments effectuent en moyenne 1 700 kilomètres. Le pot de yaourt, que vous avez peut-être mangé à midi, parcourt plus de 6 000 kilomètres.

En changeant d'alimentation, en allant vers une alimentation moins carnée, relocalisée, ressaisonnalisée, moins gourmande en eau, assurant la biodiversité, de type biologique, on pourrait nourrir 10 milliards d'humains.

A côté de la question de l'alimentation, l'autre grand problème est la question de l'eau potable. La quantité d'eau potable par habitant va diminuer d'1/3 dans les 20 ans, de 50 % dans les 40 ans.

Cette pénurie d'eau n'a rien de naturel. La population mondiale a été multipliée par 3 en 100 ans pendant que notre consommation d'eau a été multipliée par 7. Il n'y a pas de limite objective à cette surconsommation d'eau. Un Américain consomme presque trois fois plus d'eau qu'un européen.

L'OMS nous dit: *"Nous aurons d'ici 50 ans, 500 millions à un milliard d'êtres humains en état de pénurie. Est-ce que les usines à dessaler seraient la solution? Non, parce qu'on n'abreuvera pas l'Afrique avec des usines à dessaler et que l'on se retrouverait avec des quantités phénoménales de saumure. Et ce sel viendrait polluer les sols agricoles et devrait être reversé à la mer, ce qui aggraverait les conséquences du réchauffement en matière d'élévation des mers"*.

Le deuxième grand enjeu est la question du réchauffement: le réchauffement, ça ne veut pas dire qu'il fera un peu plus chaud l'été. Les scientifiques sont particulièrement inquiets au sujet des courants maritimes verticaux qui piègent dans les profondeurs océanes des quantités énormes d'hydrates de méthane qui, s'ils devaient refaire surface, feraient que la Terre se retrouverait avec une température de plusieurs centaines de degrés.

La vraie bonne question n'est pas de savoir quand le ciel va nous tomber sur la tête mais de savoir la quantité totale de carbone que l'on peut émettre pour rendre à nos enfants une Terre encore viable.

On sait que la Terre ne peut pas digérer plus 3 milliards de tonnes de carbone par année.

Si on dépasse ce maximum de 3 milliards, on bousille les éco-systèmes. Depuis les années 70, on a dépassé ce maximum. Nous en sommes aujourd'hui à 6,8 milliards de tonnes d'équivalent carbone par an. Plus du double de ce que la Terre peut digérer.

Prenons au sérieux ce maximum de 3 milliards de tonnes d'équivalent carbone pour 6 milliards d'humains. Cela donne 500 kilos par personne et par an. Si je dépasse ces 500 kilos, soit je prends sur la part des plus faibles (les Africains), soit je prends sur la part de ceux qui n'ont pas encore la parole, les générations à naître.

Pour mieux comprendre ce que cela représente, un vol aller-retour Paris-New-York, c'est 500 kilos carbone. Si je prends l'avion une fois sur l'année, je dois arrêter de manger. Ces 500 kilos, c'est aussi la fabrication d'un micro-ordinateur, c'est aussi 200 clics par jour avec notre souris sur internet puisqu'on sait que chaque clic sur internet représente en moyenne 7 grammes de carbone, c'est-à-dire aussi une heure de fonctionnement d'une ampoule classique.

Ces chiffres nous montrent à la fois l'urgence et l'ampleur du changement. Ils nous montrent surtout que la solution ce ne peut pas être de faire la même chose en moins.

Ce n'est pas en apprenant à se serrer la ceinture qu'on y arrivera, c'est en inventant des modes de vie radicalement différents.

- **La crise sociale**

Le choix à faire, pour l'immense majorité des humains, ne sera pas entre la croissance et la décroissance mais ça va être entre la croissance négative, la récession, le chômage, la misère et autre chose qu'on appelle pour l'instant la décroissance.

Notre société s'est monstrueusement habituée aux inégalités sociales.

Pensez que les 3 familles les plus riches à l'échelle mondiale ont un revenu supérieur au PIB total des 48 pays les plus pauvres.

Pensez également que 2 % de la population, dont nous sommes, s'approprient la moitié du gâteau mondial. Et que 50 % de la population mondiale ne détiennent que 1 % du gâteau.

Récemment, 3 chiffres m'ont fortement perturbé:

- si vous avez un patrimoine personnel de 5 650 €, vous faites déjà partie des 50 % des plus riches de la planète;
- si vous avez un patrimoine de 45 000 €, vous appartenez aux 10 % des plus riches de la planète;
- si vous avez un patrimoine de 375 000 €, vous appartenez au 1 % des plus riches de la planète.

Il ne s'agit pas de culpabiliser, il s'agit de se rendre compte que les recettes qui sont les nôtres ne sont pas généralisables et comme nous le disait Kant, ce qui n'est pas universalisable n'est pas défendable sur le plan moral.

Pourtant, la planète est assez riche pour nourrir tous ses enfants.

Pour que plus personne ne meure de faim à l'échelle mondiale, il suffirait de mobiliser chaque année 30 milliards \$. Or, ces 30 milliards, on ne les trouve pas. Pourtant, le budget officiel de l'armement mondial est de 1 200 milliards \$, le budget publicitaire mondial de 900 milliard \$, le marché des stupéfiants de 800 milliards \$. Sans compter les milliers de milliards de \$ qui ont été dépensés pour relever le système financier suite à la crise.

Ce n'est donc pas un problème de moyens, ce n'est donc pas un problème de croissance, c'est un problème de partage. C'est un problème de recettes de ce gâteau parce que le gâteau actuel est empoisonné, il n'est pas partageable.

- **La crise politique**

La gauche et la droite, par delà toutes leurs différences, partagent le même bilan effroyable en matière d'environnement. Ces 2 systèmes ont pillé la planète pour nourrir leur machine productiviste. Mais ces deux systèmes ne sont pas aujourd'hui dans la même position.

Les gauches internationales ne savent pas comment concilier la contrainte environnementale avec le souci de justice sociale. Les droites, les milieux d'affaires ont un vrai projet: le capitalisme vert ou cette volonté d'adapter l'écologie et si nécessaire l'humanité, aux besoins du productivisme, aux besoins du toujours plus.

Prenez les 500 projets les plus financés à l'échelle internationale: on voit des projets de modifications artificielles du climat, on voit le projet de créer un bouclier devant la Terre, des projets visant à couvrir les océans de balles pour faciliter la réflexion solaire, les projets les plus fous sont envisagés.

Tout sera fait plutôt que de remettre en question la logique dominante.

Adapter la planète, adapter l'écologie mais aussi adapter l'Humanité pour que l'on puisse continuer de la même manière.

Il y a tout un débat actuellement sur le transhumanisme qui mobilise autant des gens de gauche comme Jacques Attali que des gens de droite comme Alain Madelin. Et tous disent que l'Humanité n'est plus adaptée à la société. Il faut donc aller vers une mutation.

Une mutation de l'Humanité dans 4 directions:

1. ***L'idée de l'homme augmenté***

Il existe aujourd'hui, dans le marché, les équivalents techniques pour l'ensemble des organes humains.

2. ***Le passage de l'Homo Sapiens à l'homme pharmaceutique***

Les grands spécialistes pourront bientôt décrypter la formule chimique du sentiment amoureux et donner ce sentiment à volonté. Idem pour la jalousie, la colère. C'est un bonheur sur prescription. Mais avant même de savoir si c'est réalisable et autres, mais est-ce souhaitable? Veut-on aller dans cette direction?

3. ***Le passage vers une quasi immortalité***

Avec 2 écoles: passage par les nanotechnologies qui permettraient de remettre à neuf l'organisme et ceux qui fantasment sur la possibilité de télécharger notre mémoire sur disque dur.

4. ***Tentations eugénistes***

Ce qui nous menace pour demain matin, c'est le tri des embryons humains, avec la meilleure intention du monde puisque cela va permettre d'éliminer les pathologies les plus inacceptables mais une fois qu'on aura éliminé les pathologies, ce seront des critères physiques qui deviendront inacceptables. Et puis ce que dénonce l'équipe de Philippe Godard, après les OGM, ne voudra-t-on pas passer aux humains génétiquement modifiés et tout cela encore avec les meilleures intentions du monde?

Dans cette crise politique, se pose également la question du capitalisme vert.

Deux exemples qu'on peut donner pour comprendre ce qu'est le capitalisme vert:

- le premier projet qui a reçu une multitude de prix consiste à construire dans la baie de Tokyo un bâtiment plus élevé que le plus haut sommet japonais, plus de 4 000 mètres de haut, 600 étages, 1 million de personnes qui y vivraient en permanence. On nous dit que ce serait écolo puisque l'énergie serait obtenue par les nanotechnologies (éolien et solaire) mais là aussi avant de savoir si c'est réalisable, est-ce souhaitable? Veut-on vivre de cette manière là?
- le deuxième grand projet qui vient d'être primé, est Delta Park, un super ferme écolo dans la ville, capable à elle seule de nourrir un million de personnes, avec un bâtiment de un kilomètre de long, une batterie de millions de poules, 3 000 porcs, des dizaines de milliers de saumons dans des piscines. Ce serait écolo parce que l'énergie serait obtenue par fermentation des excréments d'animaux utilisés sous forme de biogaz.

Rappelez-vous toujours qu'à l'échelle planétaire, nous avons aujourd'hui 26 millions de paysans qui ont un tracteur, 250 millions qui n'utilisent que la force animale et plus d'un milliard qui n'ont que la force musculaire.

Cessons de regarder le monde à travers nos petites lunettes.

Avant de voir ce que la décroissance peut faire face à cette barbarie demandons-nous: qu'est-ce que la décroissance n'est pas? Elle n'est pas le retour en arrière. Elle prône la stratégie du pas de côté. Cette société d'après la voiture est à inventer.

Ce n'est pas la société du tout pour tous. Il y a des choses qui vont devoir croître et d'autres qui vont devoir décroître. Mais je crois qu'il faut avoir le courage d'ajouter que dans nos pays riches, il va falloir apprendre à vivre beaucoup mieux avec moins.

La décroissance, ce n'est pas le développement durable non plus. Le développement durable n'est pas un concept scientifique, c'est l'idéologie dominante du moment.

Et comme le disait Marx repris par Bourdieu, on peut craindre que l'idéologie dominante soit à un moment donné l'idéologie des dominants.

Aujourd'hui, le développement durable, qui a le vent en poupe, c'est celui de Claude Allègre ou de Laurence Parisot. Lorsque Parisot écrit un livre sur l'écologie (*Besoin d'air*) et dit "*un peu de croissance pollue, beaucoup de croissance dépollue*", elle propose d'en reprendre pour un tour. OK, on a pollué la planète mais promis on ne le fera plus. Car à partir d'un certain niveau de connaissance technique et scientifique on peut aller vers une économie décarbonée. Fumisterie totale.

Le pape du développement durable en Europe, Dominique Bourg, l'éminence grise du Grenelle de l'environnement, a écrit cet été un papier où il dit que le développement durable c'est une illusion, il n'y a pas de dématérialisation, il n'y a pas de décarbonisation à la hauteur. Il s'est rallié à la décroissance.

Lorsque Claude Allègre nous dit qu'il faut passer d'une écologie dénonciatrice et culpabilisatrice à une écologie réparatrice, ce qu'il propose ce n'est rien d'autre qu'un capitalisme vert régulé.

Si la décroissance n'est pas ça, qu'est-ce que ça peut être?

La décroissance, c'est 3 choses:

- premier niveau: la simplicité volontaire, le fait d'adopter un mode de vie qui soit conforme à nos valeurs. Pour certains, cela veut dire ne pas avoir de voiture, ne pas avoir de GSM. Pour d'autres, cela veut dire choisir de ne pas travailler plus que les besoins qu'on estime avoir. La simplicité volontaire c'est indispensable mais si on ne faisait que ça, ça ne servirait à rien et ça pourrait même être dangereux. Ca pourrait être dangereux car à quoi cela servirait à être un certain nombre à se faire plaisir car il y a du bonheur à ne pas céder aux discours publicitaires, si les logiques dominantes restent en place. Et puis il y aurait le danger de passer d'un discours politique à un discours moraliste. Or, ce n'est pas en culpabilisant qu'on peut changer les choses, c'est en donnant envie de changer.
- deuxième niveau: les expérimentations collectives: tout ce qui se bricole dans les marges de la société, toutes les expériences de coopératives, l'éducation populaire, tout ce qui se bricole parmi les gens de peu (achats groupés, jardins partagés, éducation populaire, ...).
- troisième niveau: la décroissance comme un commencement de ce qui pourrait devenir demain un nouveau projet politique. Pour moi, le moment est venu de coupler un certain nombre de mots obus (anti-productivisme, décroissance, ...) avec des mots chantiers (la relocalisation contre le mondialisme, le ralentissement contre le culte de la vitesse, la coopération contre le culte de la concurrence, planification démocratique contre le tout marché, la gratuité contre la marchandisation, ...).

Je prendrais deux exemples:

○ *Le ralentissement*

Ralentir la ville pour la rendre aux plus pauvres. Parce qu'on sait depuis les travaux de Paul Virillo que la vitesse est toujours génératrice d'inégalités sociales, l'accélération se fait toujours au détriment des plus faibles. Plus la société accélère plus c'est au détriment des plus faibles.

Il faut mobiliser notre intelligence pour inventer des prothèses sociales à ralentir (réseau slow food, réseau européen des villes lentes, ...). Notre société du toujours plus repose sur un véritable racisme antivieux. Et donc, rendre aux anciens leur place dans la société, cela signifie en faire les symboles de la lenteur. Ce sont les enfants qui en ont besoin, prenez ces enfants de 8 ans qui ont un emploi du temps de cadre supérieur et qui n'ont même pas le temps de s'ennuyer alors que l'ennui est essentiel pour se structurer.

Ces enfants qu'on fait grandir trop vite deviennent des adolescents complètement adaptés à une société de consommation.

Faisons du ralentissement un grand enjeu de société. Cela passe par une série de propositions telles que rendre au temps sa dimension humaine via le droit à la nuit (extinction de l'éclairage public à partir d'une certaine heure en vue de rendre au temps sa dimension qualitative), s'opposer au travail dominical, ...

○ *La gratuité*

On peut reprocher tout ce que l'on veut à cette société du toujours plus mais il faut reconnaître que cette société de consommation est diablement efficace, on est tombé dans la marmite il y a 70 ans et on en veut encore et les peuples qui n'y ont pas encore accès ne demandent que ça. Donc tant qu'on n'aura pas quelque chose d'aussi fort, on n'y arrivera pas.

Pour moi, la seule chose qui soit à la hauteur, c'est le don, la gratuité.

Le bon combat notamment pour les plus pauvres, pour le 21^{ème} siècle. Ce n'est pas la question du pouvoir d'achat, c'est de défendre et d'étendre la sphère de la gratuité. Mais une gratuité politiquement, culturellement, économiquement construite. Tout ne peut pas être gratuit. Car la gratuité a un coût. Raison de plus de faire les bons choix. Une centaine de municipalités en France s'engagent dans ce combat pour la gratuité en posant les questions de choix aux citoyens. Il faut rendre la parole aux citoyens en demandant leur avis à ceux qui en sont habituellement privés. Ce que nous proposons, c'est la gratuité de l'usage face au renchérissement du mésusage. Il n'y a pas de définition scientifique ou objective du mésusage. La définition est politique. C'est ce qu'on veut en faire. Pourquoi paie-t-on son eau le même prix si on fait son ménage ou si on remplit sa piscine privée? Ce qui vaut pour l'eau vaut également pour l'enseignement, l'énergie, ... Le législateur doit nous inventer des types de prix différents en fonction de l'utilité. Mais si on se limitait à ça, on enfermerait les pauvres dans le nécessaire pendant que les riches pourraient tout se payer. Donc, la première des décroissances doit être la décroissance des inégalités sociales.

Le gâteau ne pouvant plus grandir, on ne peut plus refouler la grande question historique qui est la question du partage.

Traduction politique: nous sommes pour l'adoption d'un revenu garanti couplé à un revenu maximal autorisé. Ce revenu garanti pourrait être donné de 3 façons: en monnaie nationale (€), en monnaie régionale (à créer, pour faciliter la relocalisation de nos activités économiques) et en droit de tirage sur les services publics.

Nous devons avoir une réflexion sur la gratuité des services publics locaux.

Le grand combat n'est pas le combat pour le pouvoir d'achat mais celui pour défendre et étendre la sphère de la gratuité.

Et ça parce que l'on ne peut pas avoir une société sans postuler une gratuité première. Et j'ai été horrifié d'entendre des listes politiques qui se disaient de gauche et qui se disaient pour la gratuité des transports en commun mais uniquement pour ceux qui ne savent pas payer, ceux qui savent payer, doivent payer.

Cette gratuité pour les pauvres ne va jamais sans une certaine condescendance, sans un certain flicage "Etes-vous un bon pauvre?". Et il faut donc viser la gratuité pour tous.

La gratuité-émancipation sur les 4 grands domaines vitaux que sont le logement, l'éducation, la santé et la culture.

Il va falloir, si on veut entrer en décroissance, faire une révolution anthropologique. Il va falloir changer fondamentalement nos valeurs.

Il n'y aura pas de revenu garanti s'il n'y a pas de revenu maximum autorisé. Le premier à avoir parlé de cela a été le Président Roosevelt qui a appliqué, après guerre, des taux d'imposition confiscatoire à plus de 97 % sur les tranches supérieures.

Si je suis partisan du revenu maximum autorisé, c'est pour deux raisons: la première est purement comptable puisque ce revenu maximum est nécessaire pour financer le revenu garanti. Le revenu garanti ce n'est pas la fin du travail, c'est la fin du travail aliéné, c'est la possibilité enfin d'un travail libéré. Cela permettrait que les gens soient plus exigeants en matière de conditions de travail et en matière d'utilité de ce qu'ils produisent. De plus, on a les moyens de le faire.

La deuxième raison est que les écarts de richesse aujourd'hui sont devenus tels qu'ils menacent pour l'unité même du genre humain.

Idée d'en finir avec cette humanité telle qu'elle est, c'est d'aller vers une post-humanité, une sur-humanité.

Dans le domaine de l'urbanisme aujourd'hui, on a des ghettos pour pauvres et des ghettos pour riches: un milliard d'humains vivent dans de bidonvilles et on estime que dans 50 ans si on ne fait rien ce sera 1,7 milliards.

Mais aussi ghettos pour riches. Quartiers riches qui refusent de plus en plus d'être reliés aux quartiers pauvres par les transports collectifs.

Apartheid urbain, apartheid social.

Nécessité de partager le gâteau et donc pour ça d'en changer la recette.

Ce qui me rend optimiste, ce sont 2 choses paradoxales:

1. la crise écologique car on n'a plus le choix. On va vers le mur et le capitalisme vert pense qu'on peut sauter au-dessus du mur et les décroissants pensent qu'il faut faire un pas de côté;
2. la crise sociale: ce qui nous menace aujourd'hui, c'est une démoyennisation de la société où des gens très bien formés ne gagnent presque plus rien, n'ont pas accès à l'emploi, ... Cette démoyennisation peut être une chose effroyable si elle provoque la démotivation, le cynisme, le repli sur soi. Mais ça peut faire aussi qu'une génération entière n'aura plus foi dans le système et sera disponible pour un nouveau projet de société qui mettra l'humain au cœur de sa réflexion.

Pour conclure, ce qui me semble caractériser notre société, c'est l'inversion du sacré et du profane. Nous n'avons de cesse de profaner le sacré que nous nous étions donnés (liberté, égalité, fraternité, solidarité, bien commun, services publics, génome humain, ...). Et à côté, nous n'avons de cesse de sacraliser le plus profane (culte de l'argent, de l'apparence, culte de la croissance, de la consommation, de l'argent, etc.). Sacraliser, c'est rendre intouchable l'ordinaire. On n'accepte même pas qu'il y ait de débat.

Et sacraliser l'ordinaire c'est la définition même du totalitarisme que donnait Annah Arendt.

Ma grande crainte c'est qu'on en ait fini au 20^{ème} siècle avec une forme de totalitarisme pour succomber au 21^{ème} siècle à une nouvelle forme de totalitarisme.

Mais en même temps, on n'est pas démuné, nous sommes parvenus depuis un mois à créer en France un débat sur ce qu'il faut pour les enfants dans les établissements difficiles. La réponse officielle à droite comme à gauche c'est le tout à l'informatique et nous ce qu'on dit, c'est que dans ces établissements, il faut innover par de la créativité. Par exemple: mettre deux adultes par classe. Parce que ce dont ces enfants manquent, ce n'est pas de technologie mais de modèles humains. Et je crois qu'il faut remettre l'humain au cœur de notre réflexion et au cœur de nos engagements.